

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1, rue Dufay  
76100 ROUEN

Rouen, le 02/05/2023

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20 avril 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **BZ SERVICES**

Quai de Petit-Couronne  
76650 PETIT-COURONNE

Références : UDRD.2023.04.R.56  
Code AIOT : 0005805895

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20 avril 2023 dans l'établissement BZ SERVICES implanté Quai de Petit-Couronne 76650 Petit-Couronne. L'inspection a été annoncée le 20 avril 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BZ SERVICES
- Quai de Petit-Couronne 76650 Petit-Couronne
- Code AIOT : 0005805895
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non
- Activité : Silo portuaire de stockage de céréales de la société BZ SERVICES à Petit-Couronne (76650).

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Echauffement dans la chambre à poussières survenu le 20 avril 2023.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Auto-échauffement des produits stockés	Arrêté Préfectoral du 09/04/2018, article 7.5.7	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
2	Propreté de l'installation	Arrêté Préfectoral du 09/04/2018, article 7.1.3	/	Lettre de suite préfectorale	7 jours
3	Fosses de réception et portes-rideaux	Arrêté Préfectoral du 09/04/2018, article 3.1.5	/	Lettre de suite préfectorale	Sans délai

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Fosses de réception et corps étrangers	Arrêté Préfectoral du 09/04/2018, article 8.3.1	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a effectué une visite d'inspection du silo portuaire exploité par la société BZ SERVICES sur le quai de Petit-Couronne.

Cette visite faisait suite à l'intervention du SDIS 76 pour lutter contre un échauffement de poussières de céréales survenu dans la chambre à poussières au cours de la nuit du 19 au 20 avril 2023, ayant généré des émissions des odeurs et des fumées.

**Consécutivement à cette visite, l'inspection des installations classées formule auprès de l'exploitant quatre demandes détaillées dans le rapport ci-après, et concernant les suites de l'incident, le nettoyage et la fermeture des portes-rideaux des fosses de réception.**

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Auto-échauffement des produits stockés

<b>Référence réglementaire :</b> arrêté préfectoral du 09 avril 2018, article 7.5.7
<b>Thème(s) :</b> risques accidentels, suivi des températures
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas de dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement. La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. En particulier chaque cellule de : <ul style="list-style-type: none"><li>• 2 500 t est équipée de 5 sondes ATEX avec chacune 6 points de mesure ;</li><li>• 1 000 t est équipée d'une sonde ATEX avec 6 points de mesure.</li></ul> Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement. Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont intégrées dans un plan d'urgence et communiquées aux services de secours. [...]
<b>Constats :</b> la chambre à poussières du silo permet le stockage des poussières et issues de triage collectées au sein des installations. En bardage métallique, ce local constitue une zone ATEX d'un volume clos de 700 m <sup>3</sup> , non contigu aux cellules de stockage de grains, séparé de ces dernières par les fosses de réception des camions. En raison des poussières en suspension, la chambre n'est équipée ni d'éclairage, ni de matériel électrique ; en outre, de par la concentration en poussières, la chambre ne dispose pas de détecteur de fumée (contraintes de déclenchement intempestif selon l'exploitant).  Lors de la visite d'inspection du 20 avril 2023, l'exploitant a rapporté les éléments suivants.  Le 20 avril 2023, vers 03h30, alors qu'un navire de 6 000 tonnes de pois était en cours de déchargement, les équipes de nuit du silo ont senti " <i>des odeurs de chaud</i> " et aperçu " <i>un dégagement de fumées</i> " provenant de la chambre à poussières. Après arrêt complet des installations, et sur appel de l'exploitant, le SDIS 76 est intervenu à 04h00.  Le SDIS et l'exploitant ont procédé à l'ouverture de la trappe d'observation scellée dans la porte de la chambre à poussières, pour effectuer une première reconnaissance à l'aide d'une caméra thermique.  Cette reconnaissance a montré l'absence de flammes et d'échauffement généralisé des poussières stockées, notamment au fond de la chambre, à proximité des trappes par lesquelles sont déversées gravitairement les poussières depuis un convoyeur à chaîne.  En revanche, les investigations ont permis d'identifier la présence d'un point chaud, très localisé dans les poussières, à environ 7 mètres de l'entrée de la chambre et 50 centimètres de haut par rapport au niveau du sol.  A l'aide d'une lance-incendie, les pompiers ont effectué un arrosage de refroidissement à très faible débit, pour prévenir la mise en suspension des poussières. Rapidement, la température du point chaud a diminué, pour s'établir à 25°C, puis atteindre la température ambiante.

L'exploitant a extrait les poussières arrosées en utilisant des poubelles. 5 à 6 poubelles de 60 litres ont ainsi été chargées et sorties de la chambre à poussières, puis leur contenu réparti sur la voirie attenante. Préventivement, l'exploitant a également extrait une autre partie du stock de poussières, pour s'assurer de l'absence de points chauds résiduels.

Les pompiers ont procédé à une visite complète des installations du silo, munis d'un thermolaser, à la recherche d'éventuels autres points chauds, en particulier au niveau des convoyeurs à bande et des élévateurs.

En l'absence de points chauds, le SDIS a délivré son accord à la reprise de l'activité, et a quitté le site à 08h30.

Lors de l'incident, la chambre à poussières contenait environ 100 m<sup>3</sup> de poussières, ayant été en partie vidée la veille. L'exploitant a indiqué qu'un opérateur avait chargé un camion à l'aide d'un engin de manutention muni d'un godet (présence de la chargeuse constatée sur site). Cette opération pourrait expliquer la survenue du point chaud, selon l'hypothèse considérée par l'exploitant. Pour précision, les poussières sont ordinairement valorisées en méthanisation et nutrition animale, au rythme de deux à trois camions par semaine, selon l'activité.

Sur le terrain, l'inspection des installations classées a constaté la présence de résidus calcinés de poussières en faible quantité, et froids, ainsi que d'un monticule de poussières non calcinées, d'environ 2 mètres de haut, sur une surface d'environ 15 m<sup>2</sup>, correspondant aux poussières extraites par l'exploitant pour la levée de doute précitée.

L'ouverture de la trappe d'observation scellée dans la porte de la chambre à poussières n'a toutefois pas permis de voir l'intérieur de la chambre, en l'absence d'éclairage et en l'impossibilité d'ouvrir la porte ; en effet, l'activité avait repris et des poussières étaient en suspension dans le local.

**Demande n° 1 : avant le 05 mai 2023, l'exploitant communique à l'inspection des installations classées un rapport d'incident rédigé conformément aux prescriptions de l'article 2.5.1 de l'arrêté préfectoral du 09 avril 2019. L'exploitant communiquera le synoptique et le plan du convoyeur à chaîne alimentant la chambre à poussières, et se positionnera sur le risque de propagation d'incendie via ce convoyeur en cas de départ de feu dans la chambre à poussières, en fonction du volume de poussières stockées dans la chambre. En outre, l'exploitant précisera la faisabilité de la mise en place d'un suivi de température.**

**Demande n° 2 : avant le 20 mai 2023, l'exploitant communique à l'inspection des installations classées une procédure prévoyant la réalisation systématique d'une visite de contrôle de l'absence de points chauds dans les heures qui suivent la vidange de la chambre à poussières ; le compte-rendu de cette visite de contrôle est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.**

Par ailleurs, l'inspection des installations classées a constaté le report du suivi thermométrique sur le synoptique, chaque cellule de stockage du silo disposant de 5 sondes de température avec plusieurs points de contrôle sur leur hauteur.

Dans le cadre du projet d'extension de son silo, l'exploitant a indiqué étudier la possibilité de remplacer la chambre à poussières par des boisseaux et des vis d'extraction ; ce faisant, l'opération de vidange à l'aide d'un engin de manutention serait abandonnée, au profit du

chargement direct des camions sous les boisseaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Propreté de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> arrêté préfectoral du 09 avril 2018, article 71.3
<b>Thème(s) :</b> risques chroniques, nettoyage des voiries
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. [...] Toutes les parties du silo sont débarrassées régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les structures porteuses, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements. [...] Le nettoyage et les contrôles de la propreté sont adaptés dans les périodes de très forte activité, cela étant précisé à travers des consignes. La fréquence des contrôles est au moins hebdomadaire pendant les périodes de manutention et de réception des produits, et des opérations de nettoyage sont réalisées si nécessaire. [...]</p> <p><b>Constats :</b> l'inspection des installations classées a constaté la présence de céréales et de poussières aux abords des fosses de réception des camions. Sans relation avec l'incident survenu le 20 avril 2023, la présence de ces matières est directement liée aux réceptions des camions.</p> <p>Côté Seine, l'inspection des installations classées a également constaté la présence de poussières et d'enveloppes de céréales disséminées sur les voiries. Selon l'exploitant, ces résidus, qui tourbillonnaient avec le vent, pourraient être liés au train qui était présent lors de la visite.</p> <p>Ces constats interrogent sur le nettoyage des voiries et sur les risques de pollution de la Seine, a fortiori dans le contexte d'une demande d'aide formulée par l'exploitant auprès de l'agence de l'eau pour l'acquisition d'un nouveau portique de chargement des navires.</p> <p>Sur ce sujet, l'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant les prescriptions de l'article 7.5.7 de l'arrêté préfectoral du 09 avril 2018, qui dispose : "<i>[...] Les aires de déchargement (trains, camions, péniches/navires) et les aires de chargement (trains, camions, conteneurs maritimes, navires) sont débarrassées des poussières, à chaque fois que nécessaire. Les enregistrements de ces nettoyages sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]</i>"</p> <p><b>Demande n° 3 :</b> sous une semaine, l'exploitant procède au nettoyage de ses voiries, au niveau des fosses de réception des camions et côté Seine. L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que le nettoyage doit être adapté en fonction de l'activité, comme prescrit à l'article 71.3 de l'arrêté préfectoral du 09 avril 2018.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 7 jours

### N° 3 : Fosses de réception et portes-rideaux

<b>Référence réglementaire :</b> arrêté préfectoral du 09 avril 2018, article 3.1.5
<b>Thème(s) :</b> risques chroniques, émissions diffuses et envols de poussières
<b>Prescription contrôlée :</b> Les stockages, les installations de réception et les installations d'ensilage sont confinés (réceptacles, silo, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de ces produits, sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. [...]
<b>Constats :</b> lors de la visite d'inspection du 20 avril 2023, l'inspection des installations classées a constaté que les portes-rideaux des fosses de réception des camions n'étaient pas fermées au déchargement des camions, entraînant l'envol de poussières hors des fosses. <b><u>Ce point constitue une non-conformité.</u></b>  L'exploitant a souligné que les portes-rideaux avaient été endommagées par des camions, en raison de fermetures intempestives liées à des défauts de capteurs (cette problématique est rencontrée sur d'autres établissements céréaliers voisins). L'inspection des installations classées a effectivement constaté que l'un des rideaux était légèrement gondolé. Au demeurant, lors de la visite, le rideau de la fosse F2, où un camion était en train de vider sa benne, ne semblait pas endommagé.  <b><u>Demande n° 4 : l'exploitant met en place sans délai les mesures techniques et organisationnelles interdisant les déchargements de camions avec les portes-rideaux ouvertes. Un nouveau constat de non-conformité à l'article susvisé conduirait à proposition de suites administratives.</u></b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> à compter de la date de la lettre de suite

### N° 4 : Fosses de réception et corps étrangers

<b>Référence réglementaire :</b> arrêté préfectoral du 09 avril 2018, article 8.3.1
<b>Thème(s) :</b> risques accidentels, prévention des risques liés à des corps étrangers
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Des grilles sont mises en place sur chacune des fosses de réception des grains. La maille est déterminée afin de retenir au mieux les corps étrangers. [...]
<b>Constats :</b> l'inspection des installations classées a constaté la présence de grilles sur les fosses de réception, constituées de lames parallèles. Les lames sont espacées d'environ 7 cm.  L'exploitant a précisé que des aimants se trouvaient au niveau des élévateurs, permettant de capter les corps étrangers métalliques. Selon l'exploitant, des rondes sont menées régulièrement pour débarrasser les aimants de ces éléments.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet